

Quelle politique de déradicalisation face à la génération Daech

L'été 2016 a été terni par les attentats en France et en Allemagne. Daech et la génération Daech semblent changer de stratégie : les motifs religieux paraissent perdre de l'importance et les attentats sont perpétrés plus précipitamment, avec des objets d'usage courant (tels que des camions). Mais les moteurs ont-ils réellement changé ou s'agit-il du revers de la médaille ? Comment peut-on lutter contre la force d'attraction de Daech ? Professeur ordinaire honoraire à l'université de Gand, Rik Coolsaet, expose cinq piliers pour redessiner la politique de déradicalisation.

Introduction

Parmi tous les européens, le belge est celui qui craint le plus d'être victime d'une attaque terroriste. Selon les statistiques officielles de l'Union européenne, il serait deux fois plus anxieux que l'européen moyen. Seule la Turquie obtient un pourcentage supérieur. Pour le belge, le terrorisme constitue la principale menace à laquelle le pays est confronté, juste avant l'immigration et bien au-delà du chômage et de la situation économique¹.

Le sondage date de mai 2016, soit deux mois après l'attentat terroriste le plus grave de l'histoire belge. Les attaques de l'aéroport de Bruxelles-national et de la station de métro Maelbeek ont fait 32 victimes et de nombreux blessés. Quelques mois plus tôt, Paris était également touchée par une lourde attaque terroriste. La réaction d'angoisse a néanmoins été moins importante qu'en Belgique.

Mais au cours de l'été 2016, la France et l'Allemagne ont été touchées par une série d'attaques perpétrées par des soi-disant 'loups solitaires'. Daech semblait du coup lancer une nouvelle stratégie. En effet, ces attaques n'étaient en rien comparables aux attentats de Paris et Bruxelles, lesquels avaient été minutieusement préparés. Un nouveau mot fit son apparition : la « radicalisation éclair ». En quelques semaines seulement, ces terroristes soi-disant d'un nouveau type semblaient changer de comportement et très vite passer à l'action. C'est ce qui les distinguerait des membres du réseau terroriste ayant frappé Paris et Bruxelles et rendrait le « nouveau » terrorisme bien plus compliqué à combattre.

Toutefois, ces deux groupes présentent plus de similitudes que ne laissaient entrevoir ces premières réactions. En effet, leur mode opératoire

diffère. L'attaque perpétrée contre le musée juif de Bruxelles en mai 2014 a été la première directement liée à la Syrie. À partir de ce moment-là, un mode opératoire a été développé, basé sur la collaboration entre les combattants de Syrie et leurs réseaux existants (amis et membres de la famille) dans leur pays d'origine. Ce mode opératoire a été systématiquement professionnalisé en matière de sécurité opérationnelle, de soutien financier, de planques... et a connu son apogée lors des attaques de Paris et Bruxelles.

Les loups solitaires de l'été 2016 opèrent différemment. Souvent, il ne agissent d'ailleurs pas véritablement en solitaire. Comme les autres, ils cherchent la compagnie d'autres et agissent généralement en petits groupes, mais sans direction opérationnelle directe, ni appui logistique depuis la Syrie². Ils manquent d'expérience tactique en termes de maniement d'armes et d'explosifs. Du coup, ils utilisent des méthodes simples. Celles-ci peuvent toutefois provoquer un nombre horriblement élevé de victimes, comme à Nice, où l'on déplore 86 victimes.

Toutefois, les deux groupes présentent plus de similitudes que de différences. Tous deux font partie de la « génération Daech ». Ils viennent d'un milieu similaire, ont des motivations communes et sont issues de la même subculture, que Daech exploite avec succès depuis 2013.

Daech et al-Qaeda : pas tout à fait identiques

Contrairement à al-Qaeda, Daech s'intéresse peu aux considérations théologiques. Al-Qaeda a toujours tenté de convaincre les érudits musulmans de son ancrage dans une tradition islamique établie. Daech, quant à lui, ne produit pas de traités théoriques approfondis. Il se limite essentiellement à la propagande et au matériel opérationnel devant soutenir les membres locaux dans leurs occupations quotidiennes et les sympathisants d'outre-mer dans leurs actions. Oussama ben Laden est, somme toute, un personnage secondaire pour Daech³. Ces deux organisations terroristes s'adressent d'ailleurs à des publics très différents.

Bien plus que l'« ancien » al-Qaeda, Daech attire des individus aux motifs et profils personnels très divers

La génération Daech est la quatrième vague djihadiste. Les deux premières vagues étaient composées des compagnons de route d'Oussama ben Laden et de leurs réseaux, formés lors des combats

1. Eurobaromètre Standard 85, printemps 2016.

2. Lone actor attacks – Recent developments, La Haye, Europol, ECTC, 20 juillet 2016.

3. DAWOD H. (Observatoire des radicalisations, Fondation Maison des Sciences de l'Homme), in : Le Monde, 10 juillet 2016 ; MAHER S, cité dans : Olivier Moos, Evolving shades of djihadism. Religioscope, 3 août 2016 (http://religioninfo/english/articles/article_686.shtml#.V6T1-Wdf2Wj).

contre l'armée soviétique, puis dans les camps d'entraînement afghans. Cette génération al-Qaeda était souvent hautement qualifiée, possédant, en outre, des solides connaissances religieuses, idéologiques et politiques. Leur djihadisme était une doctrine révolutionnaire, qui redessinerait les relations géopolitiques mondiales. En 2003, ces réseaux étaient en train de s'effiloche, mais l'invasion américaine de l'Irak a redynamisé le djihadisme en contribuant à la naissance d'une nouvelle vague de combattants étrangers. La colère par rapport à l'action américaine, mais mélangée à des motivations personnelles, a constitué le moteur de la vague de terrorisme appelé « homegrown » ou « d'intérieur », par des individus nés et grandis en Europe. Vers 2010, cette vague a, à son tour, commençait à perdre de l'ampleur. La guerre civile en Syrie et la création de Daech ont alors engendré une quatrième vague : la génération Daech, d'une vitesse et d'un ampleur incomparables aux vagues précédentes. Elle est composée aussi bien de loups solitaires que de réseaux organisés.

Bien plus que l'« ancien » al-Qaeda, Daech attire des individus aux motivations et profils personnels très divers, allant d'aventuriers à des individus vulnérables atteints de troubles psychiques. Le juge d'instruction français Marc Trévidic en a fourni la description suivante : « *Ceux qui partent faire le jihad agissent à 90 % pour des motifs personnels : pour en découdre, pour l'aventure, pour se venger, parce qu'ils ne trouvent pas leur place dans la société,...* Et à 10 % seulement pour des convictions religieuses : l'islam radical. La religion n'est pas le moteur de ce mouvement et c'est ce qui fait sa force. »⁴

Motivation : des problématiques personnelles

Une importante partie de la génération Daech a un passé criminel dans son pays d'origine et considère Daech comme un « super gang »⁵. D'autres pensent trouver en Syrie une utopie d'harmonie et de fraternité, où ils pourront mener une toute autre vie que dans leur propre pays. Leur point commun est la sensation de n'avoir rien à perdre dans leur propre pays et de tout avoir à gagner en rejoignant Daech (sur le champ de bataille ou sur le web). Cette subculture « *no future* » est la caractéristique majeure de l'actuelle génération Daech. En d'autres termes, leur décision ne s'explique pas par ce qu'ils pensent, mais par ce qu'ils ressentent. En rejoignant Daech, ils pensent pouvoir se transformer de zéro en héros en un rien de temps.

Daech attire ces individus grâce à son image victorieuse et à son territoire, ce qu'al-Qaeda n'est jamais parvenue à faire (et n'a d'ailleurs jamais tenté). Actuellement, al-Qaeda ressemble plutôt à une avant-garde élitiste, alors que Daech se positionne en mouvement large.

Un autre point commun entre les loups solitaires et ceux qui sont partis en Syrie est leur histoire personnelle souvent problématique. Dans leurs réactions suite aux attaques de l'été 2016 les médias ont souvent fait allusion aux problèmes psychologiques des terroristes. Mais ceci avait déjà été constaté chez les personnes partis en Syrie. Des chercheurs de la police néerlandaise ont conclu, après avoir examiné 140 dossiers judiciaires de candidats au départ en Syrie ou de personnes parties dans ce pays (ceux que l'on



4. www.letelegramme.fr/bretagne/le-juge-trevidic-la-religion-n-est-pas-le-moteur-du-jihad-27-06-2015-10682946.php#mbWykbeYXAS0uW99

5. Cruickshank P, A view from the CT foxhole: An interview with Alain Grignard, Brussels Federal Police, in: CTC Sentinel, 21 août 2015 (www.ctc.usma.edu/posts/a-view-from-the-ct-foxhole-an-interview-with-alain-grignard-brussels-federal-police).

qualifié de *foreign terrorist fighters*), qu'ils présentaient très fréquemment des problèmes psychiques (qu'ils manifestaient le plus souvent bien avant leur départ). Au moins 20 % présentaient des problèmes de comportement graves ou un diagnostic psychiatrique (schizophrénie, autisme ou psychose). De même, parmi les djihadistes masculins, la criminalité était deux fois supérieure à la moyenne nationale. Presque aucun d'entre eux n'avait un emploi stable et bon nombre étaient issus de familles éclatées. Certains n'avaient pas de toit, d'autres avaient perdu un parent ayant mis fin à ses jours. Enfin, nombre d'entre eux avaient été confrontés à de la violence domestique, en tant qu'auteur ou victime, voire les deux.⁶

La religion, pas le moteur de la génération Daech

Seule une minorité d'entre eux est mue par des motifs religieux ou idéologiques. Il s'agit d'un autre élément commun entre les loups solitaires et les terroristes de Paris et Bruxelles. Ce qui est désormais appelé la « radicalisation éclair » avait déjà été identifié, il y a des années, comme l'une des caractéristiques de la génération Daech. Europol a confirmé ce diagnostic après les attentats de Paris, en novembre 2015. La religion et l'idéologie jouent un rôle de moins en moins important comme moteurs de la violence terroriste : « *L'information sur les étrangers joignant les rangs des IS suggère que le recrutement peut avoir lieu très rapidement, sans nécessairement passer par un long processus de radicalisation. L'âge joue un rôle. [...] Compte tenu de cette diminution de la composante religieuse dans la radicalisation, en particulier des jeunes recrues, il peut être plus exact de parler d'une tendance sociale extrémiste violente plutôt que d'utiliser le terme de radicalisation* ».⁷

Après la condamnation de la cellule terroriste de Verviers par le tribunal correctionnel de Bruxelles en juillet 2016, le journal *De Morgen* titrait : « *Vonnis van een verloren generatie* » (Jugement d'une génération perdue). Dans son jugement, le président Pierre Hendrickx a remarqué qu'à une exception près, tous les condamnés avaient déjà été inquiétés pour des faits de drogue, vols ou violence. Aucun des protagonistes n'avait terminé son cycle d'études secondaires et aucun n'avait de vie professionnelle au moment de leur départ. Hormis deux d'entre eux, aucun des protagonistes ne disposait d'une connaissance solide de l'islam ou même d'une pratique religieuse régulière. Leur comportement allait à l'encontre des « *préceptes de l'islam partagés et respectés par l'immense majorité des musulmans. (...) Leurs mobiles prétendument religieux apparaissent donc comme de purs prétextes pour se livrer à des actes violents sous le glacié auto-justifiant d'une religiosité très superficielle* ». ⁸

Dès lors, le succès de Daech à attirer de nouvelles recrues et de nouveaux sympathisants n'indique pas une soi-disante « radicalisation des communautés musulmanes », mais illustre la capacité du mouvement terroriste à mobiliser cette subculture « *no future* » en offrant l'illusion d'une réponse immédiate à chacune des motivations personnelles des candidats au djihad.

Cette description ne s'applique d'ailleurs pas seulement à l'Europe. Un vaste reportage réalisé à *Douar Hicher* (Tunisie), un faubourg pauvre de Tunis qui a soutenu la révolution du jasmin, mais est ensuite devenue le point

de départ d'un nombre considérable de personnes pour la Syrie, fournit également ce type de motivations. L'un des candidats au départ, ayant précédemment participé avec enthousiasme à la révolution du jasmin, voyait l'avenir de son pays en noir. Sa connaissance de l'islam était superficielle et sa loyauté vis-à-vis de Daech vacillante. Ce dernier exprimait la colère, pas une conviction idéologique. En fait, il espérait pouvoir un jour rejoindre la police tunisienne, après sa réforme. Selon le reportage, à *Douar Hicher*, la colère suffit souvent aux jeunes pour rejoindre les rangs de Daech et la participation au djihad s'est transformée en phénomène social⁹. C'est ce qu'a également constaté Abu Ibrahim, né en Syrie. Il a travaillé longtemps pour le service d'information de Daech à *Raqqa* et *Deir ez-Zor* avant de fuir. Il a pu constater que la religion n'était pas le moteur de la majorité des combattants qu'il a côtoyés. C'est plutôt le désespoir¹⁰.

Si l'idéologie et la religion ne constituent pas les principaux moteurs de la génération Daech, comment lutter contre la force d'attraction de Daech ?

Repenser la politique de déradicalisation

La 'radicalisation' éclair ne présente plus beaucoup de points communs avec l'interprétation originale du concept de « radicalisation », tel qu'introduit en 2004. À l'époque, celui-ci renvoyait à un long processus d'endoctrinement par des extrémistes étrangers, au cours duquel des individus adoptaient des idées radicales, lesquelles s'exprimaient finalement par un comportement violent radical, le terrorisme. Mais le concept a rapidement été l'objet d'ambiguïtés et de controverses. Des études sur le terrorisme ont démontré qu'il n'existait pas de lien causal direct entre idées radicales et action radicale. Par ailleurs, la signification précise d'« idées radicales » a également vite fait l'objet de malentendus. Cela signifiait-il qu'un courant non violent littéraliste de l'islam (souvent appelé « salafisme ») est précurseur du djihadisme ? Le débat sur la radicalisation s'est donc rapidement mélangé à de nombreux autres débats, tels que le multiculturalisme et l'intégration, la place de la religion dans une société séculaire, ainsi que la possibilité de concilier l'islam et les valeurs européennes.

La déradicalisation est devenue un potpourri d'ingrédients, dont l'efficacité n'a jamais été clairement prouvée

Dès le début, l'ambiguïté du concept de « radicalisation » a gêné la réponse politique à y apporter. La « déradicalisation » a souvent été simplifiée à la proposition d'idées « modérées » sous la forme d'un contre-discours dit modéré. En parallèle de ceci, des programmes ont également été suggérés qui appartenaient en réalité plutôt à des politiques de prévention établies depuis longtemps. La déradicalisation est ainsi devenue un potpourri d'ingrédients, dont l'efficacité n'a jamais été clairement prouvée. Cela fut également le cas en Belgique. Ce n'est qu'en

6. WEENINK A. W., Behavioral Problems and Disorders among Radicals in Police Files, in: Perspectives on Terrorism, 2015, 92 (www.terrorismanalysts.com/pt/index.php/pot/article/view/416/html). Voir aussi : De Volkskrant, 7 juin 2015.
7. Changes in modus operandi of Islamic State terrorist attacks. Review held by experts from Member States and Europol on 29 November and 1 December 2015. La Haye, Europol, 18 janvier 2016 (www.europol.europa.eu/content/eccc).
8. Jugement de l'audience publique extraordinaire de la 70ème chambre du tribunal correctionnel francophone, Bruxelles, le 5 juillet 2016.
9. PACKER G., Exporting Jihad. The Arab Spring has given Tunisians the freedom to act on their unhappiness, in: New Yorker, 28 mars 2016.
10. MIRONOVA V., MHIDI A., WHITT S., The jihadi who came in from the cold, in: Foreign Policy, 10 août 2015.



avril 2013 que le Gouvernement belge a lancé un premier programme de prévention fédéral pouvant être considéré comme une « politique de déradicalisation ». Mais ce n'est qu'après le démantèlement de la cellule de Verviers, en janvier 2015, que tous les niveaux politiques du pays ont qualifié la « déradicalisation » d'urgente. De nombreux programmes furent annoncés, dans le désordre, cloisonnés dans les différents domaines publics et à différents niveaux politiques et ce, sans concertation préalable sur l'objectif précis à atteindre.

La particularité de la génération Daech rend cependant urgente la réponse à la question de l'efficacité des politiques de déradicalisation, puisque leurs motivations ne sont pas vraiment liées à des « idées radicales ». En d'autres termes, il n'y a pas grand-chose à « déradicaliser ». Ailleurs dans le monde, on perçoit également la nécessité de repenser l'approche existante. L'Arabie Saoudite, par exemple, a une longue tradition de « déradicalisation » des combattants revenant au pays par le biais d'un dialogue religieux leur expliquant qu'ils se sont éloignés de la véritable voie. Toutefois, confrontées à la génération Daech, les autorités saoudiennes ont constaté qu'une telle approche ne fonctionnait plus. L'Allemagne a également constaté que les combattants revenant de Syrie ne s'intéressaient guère aux discussions théologiques.

Quelles mesures pouvons-nous prendre aujourd'hui, tant à court terme, pour affaiblir la force d'attraction de Daech sur la génération de sympathisants actuelle, qu'à long terme, pour veiller à ce qu'une nouvelle génération de jeunes ne soit pas à nouveau attirée par l'appel d'une future vague terroriste ?

1. N'exagérons pas la puissance de Daech

Par le biais des attentats à répétition, Daech vise à semer la terreur, afin de favoriser une polarisation de la société entre les musulmans et les non-musulmans. En effet, la vision apocalyptique de Daech se base sur la distinction entre ces deux groupes et ce, en n'acceptant aucun

compromis. En d'autres termes, Daech vise à rendre caduc tout trait d'union comme dans belgo-marocain, belgo-turc ou entre belge ou européen et musulman et à imposer un choix existentiel entre deux camps voués à une hostilité inévitable. L'imposition d'une identité religieuse unique constitue le levier principal de Daech (et du djihadisme en général) pour recruter et mobiliser.

Le bourgmestre de Rotterdam, Ahmed Aboutaleb, a averti, il y a plusieurs années, de la montée de la température au sein de la société, entre « la partie blanche de la nation au sein de laquelle la « peur de l'autre » se traduit parfois par l'islamophobie et le racisme » et les musulmans « ayant le sentiment d'être diabolisés ». « Qu'avons-nous en commun avec ces combattants djihadistes ? », entend-on parfois. Ou encore : « Nous ne sommes pas responsables d'eux. »¹¹ La France montre une même tendance inquiétante de polarisation autour de l'islam¹².

Les risques sécuritaires découlant de cette polarisation sont évidents. L'analyse récente d'Europol sur l'année 2015 indique que le nombre d'attaques n'avait que faiblement augmenté, mais que le recul du terrorisme séparatiste a été neutralisé par une augmentation, tant du terrorisme d'extrême droite, que du djihadisme.¹³

Renoncer aux métaphores qui ne font que renforcer la position de Daech, est une autre façon de combattre la force d'attraction de Daech. Depuis les attentats de novembre 2015 à Paris, le terme de « guerre » est fréquemment employé. Ceci renforce non seulement l'image de Daech comme un ennemi puissant sur le plan militaire, mais déforme également la réalité. La vague terroriste de Daech est bien inférieure, en termes d'intensité et de victimes, à celle qui a touché l'Europe occidentale entre 1975 et 1995.

Ceux qui parlent de guerre auraient vite fait de se risquer à des comparaisons entre le djihadisme, d'une part, et le communisme et le nazisme,

11. De Morgen, 20 octobre 2014.

12. http://www.cncdh.fr/sites/default/files/cncdh_rapport_lutte_contre_le_racisme_2015.pdf

13. European Union Terrorism Situation and Trend Report 2016 (TE-SAT). La Haye, Europol, 2016, pp. 10 et passim.

d'autre part. Le président américain George W. Bush a été le premier à qualifier les djihadistes de successeurs au fascisme, au nazisme et au communisme, après les attaques du 11 septembre 2001. Il a ainsi placé Oussama ben Laden sur le même piédestal que Mussolini, Hitler et Stalin, chacun pouvant être qualifié de menace existentielle pour la démocratie occidentale.

2. Sortons le débat sur l'islam en Occident de la sphère de la déradicalisation

Une interprétation soi-disant « radicale » de l'islam n'est pas le moteur poussant la plupart des individus à s'engager dans Daech. Selon Marc Trévidic, placer la déradicalisation sous ce seul filtre ne pourra pas fonctionner. Le débat sur la place de l'islam en Occident est important, mais doit être mené sur la base de sa finalité propre et dirigé par les musulmans eux-mêmes. Ce débat a d'ailleurs été entamé il y a bien longtemps, mais se trouve sans cesse bloquée, entre autres par cette polarisation périodiquement ravivée, qui pousse chaque fois les gens dans une position de repli identitaire. Sans cette frénésie dans les débats autour des normes et valeurs et avec un plus grand sens des nuances, ce débat serait sans doute déjà bien plus avancé. En outre, tous ceux qui souhaitent participer à ce débat doivent se réaliser que le principal processus actuellement en cours dans l'islam en Europe n'est pas la radicalisation, mais l'individualisation de la pratique religieuse.¹⁴ Cette constatation contraire à l'intuition amène d'ailleurs Olivier Roy, spécialiste français de l'islam, à conclure à la victoire de la sécularisation.¹⁵

3. L'inclusivité comme projet de société

L'inclusivité est la véritable réponse au défi posé par la génération Daech – et la stratégie la plus adéquate pour combattre la force d'attraction d'une éventuelle future vague de terrorisme. Elle consiste en un projet comportant de nombreuses dimensions, dans lequel non seulement les pouvoirs publics et les responsables politiques jouent un rôle, mais également et surtout la société civile, les médias et les citoyens eux-mêmes. Le meurtre du prêtre Jacques Hamel par deux jeunes âgés de 19 ans au cours de l'été 2016, revendiqué par Daech, a fait réagir la population locale de Saint-Etienne-du-Rouvray par un geste symbolique fort : la prière commune des chrétiens et musulmans dans leur lieu de culte respectif. Ce fut le résultat de la démarche pour une communauté locale inclusive entreprise par Jacques Hamel depuis de longues années.

L'inclusivité est un projet dans lequel la société civile, les médias et les citoyens jouent un rôle clé

Une société inclusive implique de créer un environnement scolaire qui valorise les compétences des jeunes, afin qu'ils puissent se construire un avenir. Il s'agit de soutenir les quartiers vulnérables, plutôt que de les stigmatiser. La visite du roi Philippe à la Maison des cultures et de la cohésion sociale de *Molenbeek* en février 2016 avait précisément pour

but la reconnaissance de la contribution des jeunes molenbeekois d'origines diverses.

L'inclusivité implique également l'antidiscrimination et la lutte contre le racisme quotidien et structurel, ce qui requiert une faculté d'empathie, devenue rare actuellement (suite à la polarisation dominante). Peu peuvent sans doute s'imaginer l'impact des attentats de Paris et Bruxelles sur des familles belges d'origine marocaine et turque : « *Nous payons le prix [...] Ici, je suis entourée de personnes désespérées et perdues – pour ceux que cela intéresse, la communauté musulmane est également choquée. J'ai vu l'angoisse dans les yeux de mon père, de ma mère, de mes oncles et de mes tantes.* »¹⁶ Aux États-Unis, le président Obama l'a fait, lorsqu'il a publiquement déclaré qu'il se rendait compte comment les musulmans de son pays se sentent du fait d'être traités comme des citoyens de second rang.¹⁷

L'inclusivité, en tant que projet politique et social, implique également la revalorisation des politiques de prévention.

4. Déplaçons le débat de la déradicalisation vers la prévention et le suivi

L'attention politique accordée actuellement à la radicalisation offre peut-être un levier pour revaloriser les politiques de prévention soumis à des coupes budgétaires au cours des dernières décennies. Souvent, les services de sécurité et les magistrats demandent eux-mêmes que ces politiques soient renforcées, car ils se rendent compte souvent mieux que les responsables politiques des limites de leur propre rôle. L'initiative du gouvernement fédéral, lancée au cours de l'été 2015, de créer des « Cellules de Sécurité Intégrale Locale » (CSIL) peut constituer une opportunité. Toutefois une condition essentielle réside dans le fait que les CSIL ne se limitent pas à collecter des informations sur les départs en Syrie auprès des services sociaux et de prévention locaux, comme imaginé par certains à l'origine.¹⁸

Comme la radicalisation, la déradicalisation est également un concept passe-partout. De nombreuses « initiatives de déradicalisation » n'ont que peu de rapport avec une déradicalisation. Il s'agit souvent de nouveaux noms pour d'anciennes politiques de prévention. Toutefois, la perspective utilisée et l'objectif visé sont importants. Dans le cas de la déradicalisation, il s'agit d'un point de départ négatif (éviter qu'une personne se « radicalise » et constitue donc un danger), alors que la prévention part d'un objectif positif (offrir des chances égales à tous et donc des perspectives d'avenir).

Les travailleurs sociaux et les fonctionnaires de la prévention ont souvent l'impression qu'ils ne possèdent pas l'expertise requise pour s'atteler à la déradicalisation. Toutefois, si la radicalisation est considérée comme le symptôme d'un problème social (en l'occurrence le fait que certains individus et groupes éprouvent des difficultés à trouver leur place dans la société), personne n'est mieux placé pour s'y attaquer. En effet, la prévention vise à détecter des situations d'urgence des jeunes qui demandent de l'attention dans les quartiers, qui ne semblent plus trouver d'issue et peuvent ainsi se laisser aller à des comportements déviants (allant du suicide au départ en Syrie en passant par les bandes de rue et les trafics

14. TORREKENS C. et ADAMS I, Belgo-Marocains, Belgo-Turcs: (auto)portrait de nos concitoyens. Bruxelles, Fondation Roi Baudouin, mai 2015.

15. ROY O, Il n'y a pas de retour du religieux, in: *Le Monde*, 5 août 2016.

16. TASPINAR B. et TASPINAR F, citées dans: *De Standaard Weekblad*, 19 décembre 2015.

17. Président Obama, Islamic Society, Baltimore, 3 février 2016 (www.whitehouse.gov/the-press-office/2016/02/03/remarks-president-islamic-society-baltimore).

18. Circulaire du ministre de l'Intérieur et du ministre de la Justice relative à l'échange d'informations et au suivi des foreign terrorist fighters (FTF) en provenance de Belgique, 21 août 2016 (non publiée).

en tout genre). Par conséquent, il serait judicieux d'aborder la 'déradicalisation' au départ des mécanismes et instruments de prévention existants. Ceux-ci fourniront davantage de résultats que le développement d'un pilier et d'une industrie de déradicalisation distincts.

Imaginée de telle façon, la « déradicalisation » vise dès lors à tenter de réinsérer des individus dans la société (locale). Cela nécessite un travail individuel personnalisé, comme l'appliquent entre-temps plusieurs autorités locales en Belgique (Vilvorde, Malines). Ces efforts porteront d'autant plus leurs fruits si trois conditions sont remplies :

1. Une approche personnalisée. Chaque cas de « radicalisation » constitue un trajectoire personnel distinct et exige donc une réponse sur mesure, adaptée à l'expérience de l'individu concerné, devant être considéré comme un individu et pas uniquement un membre d'un groupe (hostile).
2. L'ouverture. Un individu doit montrer sa volonté de dialogue. Dans le cas contraire, toute discussion échouera. Par contre, si c'est le cas, des tuteurs, coaches et volontaires bénéficiant de la confiance des personnes concernées forment le pont crucial. Selon la personne concernée, il peut s'agir d'un éducateur de rue, d'un fonctionnaire de prévention, de l'imam local, d'une personne revenue de Syrie, d'un ami ou d'un volontaire. Dans quelques cas, ce que l'on appelle un « parcours de déradicalisation » ou un dialogue religieux pourrait s'avérer utile, mais probablement les cas seront rares. Le service de prévention local est de toute façon le niveau le plus approprié pour développer l'approche adéquate et identifier les figures clés dans le réseau des personnes concernées.
3. Une perspective. L'objectif étant de reconnecter les jeunes avec la société (locale), il est important de leur donner le sentiment qu'ils en font réellement partie. Cela va plus loin que simplement proposer d'un emploi subsidié. Le point de départ ne doit pas être le fait de leur faire la morale ou de leur soumettre à un contre-discours « anti radicalisme ». Les discussions théologiques et idéologiques sont généralement inutiles, comme les travailleurs sociaux et les fonctionnaires de prévention se sont rendus compte, tant en Belgique qu'à l'étranger. En effet, souvent c'est la dimension émotionnelle qui souvent joue un rôle déterminant. Lorsqu'il n'y a pas de perspective à l'horizon, le risque est bien réel que la personne semble « déradicalisée » à première vue, puis reprenne son ancienne vie de dealer ou de délinquant (ou attende qu'une nouvelle vague de terrorisme arrive).

4. Le rôle crucial des services de police et de renseignement

La prévention n'est pas une solution miracle. Les résultats ne seront jamais univoques et les interventions ne réussiront pas toutes. Dès lors, il est tout aussi important d'investir dans la prévention que dans le travail à long terme des services de renseignement, dans l'optimisation de l'échange d'informations entre les services de police, ainsi que dans tout effort pour que la police de quartier reflète la société qu'elle sert. La détection en temps utile de signaux d'activités pré opérationnelles de loups solitaires, le travail patient afin d'identifier les multiples files des réseaux terroristes, comme des toiles d'araignées, et l'analyse des tendances sous-jacentes dans une dynamique terroriste en constante évolution étaient et restent les clés d'une lutte efficace contre le terrorisme.

Conclusion

La vague de Daech atteindra ses limites à un moment donné, avant de s'éteindre comme les vagues terroristes précédentes. Tout d'abord

parce que sa force d'attraction est étroitement liée à la possession d'un territoire propre. En effet, celui-ci permet à Daech de créer l'illusion que ceux qui rejoignent le mouvement verront leurs propres considérations se réaliser. Le rétrécissement systématique du territoire de Daech depuis avril 2015 amenuise donc sa force d'attraction.

Une deuxième raison pour laquelle la vague de Daech s'éteindra est la nature arbitraire de l'horreur qu'il utilise. Al-Qaeda a réalisé, il y a longtemps, qu'une organisation terroriste (tout comme une rébellion) dépend du soutien et de la sympathie des personnes qu'elle dit défendre. Sans ce soutien, elle perd sa légitimité. Tous les sondages indiquent que la légitimité de Daech décline à son tour.

Troisièmement, les ressources des réseaux terroristes ne sont pas inépuisables. Ils ne disposent pas d'un réservoir de dirigeants et de disciples infini, surtout lorsqu'ils sont simultanément confrontés à une érosion de leur légitimité. Au vu du rôle crucial joué par des figures clés dans chaque organisation terroriste, celle-ci rencontrera des difficultés au fur et à mesure de la disparition de ces individus.

Toutefois, le chapitre Daech ne se refermera pas soudainement. L'une des leçons à tirer de la longue histoire du terrorisme est qu'après l'apogée d'une vague de terreur, des individus isolés peuvent encore perpétrer des attaques terroristes au nom de ce mouvement. Une surréaction de la part des autorités et du public confère l'illusion que ces attaques sont plus importantes qu'en réalité, ce qui contribue à l'apparition de comportements d'imitation.

Le déclin de la vague Daech n'annoncera pas nécessairement la fin définitive du djihadisme. En effet, les causes profondes ayant mené à la vague actuelle n'ont pas été véritablement résolues: la situation en Syrie et en Irak, les causes principales du printemps arabe, la subculture « no future ». Tant que ceux-ci subsistent, une nouvelle vague terroriste risque d'y trouver un terrain favorable. Ce n'est que là où existent espoir et perspectives que le terrorisme ne peut pas prendre racine.

À propos de l'auteur

Rik Coolsaet est professeur ordinaire honoraire à l'université de Gand et *Senior Associate Fellow* à Egmont-Institut royal des relations internationales. Il a récemment publié « *All Radicalisation is local. The genesis and drawbacks of an elusive concept* » (Bruxelles, Egmont Paper 84, juin 2016).

Rik Coolsaet
Professeur ordinaire honoraire
Université de Gent
Senior Associate Fellow
Egmont-Institut royal des relations
internationales

